



Fédération des activités postales  
et de télécommunication

25-27 rue des Envierges- 75020 Paris.

Tel : 01 44 62 12 00

Fax : 01 44 62 12 34

e-mail : [sudott@sudott.fr](mailto:sudott@sudott.fr)

### Communiqué de presse

## **France Télécom : 3 milliards d'euros pour les actionnaires, suppressions d'emplois et nouvelles restructurations pour le personnel, Préparer la mobilisation de tout le personnel contre cette politique**

Avec une croissance du Chiffre d'affaires à périmètre constant d'environ 2,5%, France Télécom reste largement en dessous de ses prévisions (entre 3 et 5%) et témoigne des difficultés actuelles du secteur des télécommunications soumis à une déréglementation généralisée et à une concurrence exacerbée destructrice d'emplois et de compétences.

La politique de réduction des coûts menée par la direction Breton pendant trois ans a touché d'abord le personnel avec des suppressions massives d'emplois et des milliers de licenciements dans le groupe notamment à l'étranger, mais aussi d'incessantes restructurations et réorganisations qui ont largement dispersé les compétences et cassé les équipes. Cette politique a également conduit à une baisse des investissements à un moment où l'innovation et la recherche étaient décisives.

La baisse de la qualité de service aux usagers et les désorganisations qui en ont découlé ont affaibli l'entreprise tout en dégageant un cash flow considérable de plus de 7 milliards d'euros qui aura été utilisé d'abord pour les achats externes (l'opérateur mobile espagnol Amena par exemple) et aux paiements de dividendes aux actionnaires (1,18 milliards d'euros pour 2004 payés en 2005 et 2,5 milliards d'euros en 2005 payés en 2006). Le désendettement n'est pas une priorité puisque la dette reste considérable à hauteur de 47,8 milliards d'euros ce qui engendre des frais financiers supérieurs à 3 milliards d'euros.

Or l'objectif annoncé par la direction est d'abord et avant tout de dégager un cash flow au moins équivalent sur la base d'un chiffre d'affaires dont la croissance restera faible (environ 2%). Elle s'engage sur cette base à verser 44% de cette somme aux actionnaires en dividendes, soit 3 milliards d'euros en 2006, payés en 2007.

Quant aux salariés, entre nouvelles restructurations en accéléré, « chasse aux soi-disant sureffectifs » annoncée alors même que l'intensification du travail connaît déjà des sommets, suppression de services entiers avec déplacement des personnels sur des sites déclarés prioritaires, course à l'augmentation de la productivité proclamée, ils ne peuvent que craindre les annonces qui seront faites dans la foulée du resserrement de la direction et des réorganisations futures. La direction annonce déjà 22 000 « départs soi-disant naturels » programmés d'ici 2008 alors même que le congé de fin de carrière prend fin en décembre 2006 et que la direction avait annoncé aux organisations syndicales une stabilité des effectifs pour les années à venir. Ces chiffres sont déjà très inquiétants. Mais on peut craindre que la direction aille bien au-delà dans son obsession de satisfaire en priorité absolue les marchés financiers.

**La fédération SUD PTT met en garde la direction contre tout nouveau plan de licenciement, contre toute nouvelle et massive suppression d'emplois en France comme à l'étranger.**

**La fédération SUD appelle le personnel à rester vigilant dans les jours qui viennent pour se préparer à la mobilisation contre de possibles mauvais coups sur l'emploi. La fédération SUD contacte en ce sens l'ensemble des organisations syndicales.**

Paris, le 14 février 2006